

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 AVRIL 1920.

Projet de loi relatif à l'application du Tarif des douanes.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le souci de n'apporter aucune entrave à l'entrée en Belgique des matières nécessaires à la population et à la reconstitution économique du pays a décidé le Gouvernement à maintenir jusqu'ici, presque sans changements, le tarif des douanes d'avant-guerre. Il a paru sage, en effet, aussi longtemps que nous étions tributaires de l'étranger pour un très grand nombre de marchandises, de ne pas aggraver les conditions de leur importation et d'éviter ainsi la critique de rompre avec la politique douanière très libérale qui a tant contribué dans le passé au développement de notre puissance commerciale et industrielle.

Ainsi, pas plus aujourd'hui que dans le passé, le Gouvernement ne songe à donner un coup de barre vers le protectionnisme; mais il croit le moment venu de proposer, en ce qui concerne le régime des droits d'entrée, certaines mesures de rajustement aux seules fins de rétablir l'harmonie de l'imposition.

ARTICLE PREMIER.

Le tarif belge des douanes comprend, suivant la nature des marchandises, des droits *ad valorem* et des droits spécifiques. Cette dualité ne comporte en soi aucune anomalie, parce que les droits spécifiques sont fixés en fonction de la valeur des marchandises au moment de l'établissement de ces droits.

Il faut retenir cependant une différence d'adaptation. Tandis que le droit *ad valorem* épouse toutes les variations de prix, le taux spécifique est stable et conserve toujours à sa base la *valeur normale* du jour de son établisse-

ment. En temps ordinaire, lorsque les fluctuations de prix sont minimales, les droits spécifiques gardent assez bien leur incidence et il suffit de les reviser périodiquement.

A la suite de la guerre, les marchandises de toute nature ont subi une hausse considérable. Il en est résulté, en ce qui concerne les droits spécifiques, que la proportionnalité de l'imposition s'est écartée de plus en plus de la normale. Cette situation ne peut se prolonger davantage car il serait contraire, autant à la raison qu'à l'équité, que pour les marchandises tarifées *ad valorem*, l'incidence du droit restât ce qu'elle était avant la guerre, tandis que pour les marchandises passibles de droits spécifiques, cette incidence se trouvât sensiblement diminuée, ceci à raison de la particularité toute fortuite que la modalité du droit serait différente.

Une correction s'indique donc. Celle-ci peut être réalisée expéditivement, en appliquant aux taux spécifiques existants des coefficients de majoration, à l'instar de ce qui a été fait en France. Théoriquement, ces coefficients se dégageraient du rapport entre les valeurs normales d'avant-guerre (1913) et les valeurs actuelles; en fait, ils ne seraient pas fixés d'une manière mathématique. Il convient, en effet, de tenir compte de l'espèce des produits: c'est ainsi que les denrées alimentaires d'usage général devraient rester indemnes de surcharge. D'autre part, comme en France, afin de ne pas homologuer non plus les hauts prix du jour, les coefficients de majoration ne pourraient dépasser le chiffre 3; de plus, les taux en seraient révisés en cas de besoin.

Il incomberait à un comité interministériel, comprenant des techniciens de tous les Départements en cause (Agriculture, — Industrie, Travail et Ravitaillement, — Affaires Économiques, — Affaires Étrangères, — Finances) de soumettre à cet égard au Gouvernement toutes propositions d'application, de manière à concilier aussi judicieusement que possible les divers intérêts en cause. Et les mesures prises en conséquence seraient soumises au Parlement, qui conserverait toujours ses initiatives d'intervention.

La délégation prévue à l'article 1^{er} du projet de loi ne peut avoir qu'un caractère provisoire. Le Gouvernement propose d'en fixer la durée à un an, sous réserve de renouvellement dans le cas où la situation ne se serait pas modifiée d'ici-là.

ART. 2.

Il peut arriver, surtout dans des périodes d'incertitude économique, que des changements immédiats doivent être apportés au tarif des douanes, notamment pour répondre à des mesures prises à l'étranger. Or, dans de telles circonstances, la procédure ordinaire obligeant d'attendre que les modifications nécessaires soient approuvées par les Chambres et sanctionnées par la loi n'est guère adéquate. Il importerait donc que le Gouvernement disposât des pouvoirs voulus pour prendre en la matière, sans retard, les mesures jugées indispensables. Les dispositions ainsi appliquées par antici-

pation devraient être soumises sans délai à l'approbation du Parlement et, dans l'hypothèse où elles ne seraient pas ratifiées, les ayants droit pourraient naturellement prétendre au remboursement de l'indu.

ART. 3.

Suivant les dispositions en vigueur, en cas de changement au tarif des douanes, le régime applicable est celui qui existe au moment de l'inscription en douane de la déclaration générale pour les importations par mer, des feuilles de route au bureau-frontière pour les importations par chemin de fer sur magasin spécial d'entrepôt, et de la déclaration en détail dans les autres cas.

Cette diversité d'application basée simplement sur le mode accidentel de l'importation, n'est guère justifiable. Il paraît plus sage de mettre tous les importateurs sur le même pied, en stipulant que le régime applicable en cas de changement au Tarif est celui en vigueur à la date de la remise, au bureau du receveur, de la déclaration en consommation des marchandises. On sait que ces déclarations ne peuvent être déposées anticipativement, c'est-à-dire avant que les marchandises ne soient arrivées au lieu de dédouanement.

ART. 4 à 13.

Le projet de loi qui, dans son article 1^{er}, tend à rétablir l'incidence régulière des droits spécifiques, serait incomplet s'il ne contenait pas aussi des dispositions propres à améliorer le régime de perception des droits *ad valorem*.

Le grand danger, de ce côté, réside dans l'indication de valeurs abusivement réduites afin d'éluder une partie des droits dus.

Présentement, la seule arme dont la douane dispose pour réagir contre les sous-évaluations, consiste dans le droit de préemption. Maintes fois déjà les inconvénients et l'insuffisance de ce système ont été mis en lumière ; les abus se multiplient causant un préjudice grave, non seulement à l'État, mais aussi aux déclarants honnêtes qui se voient supplantés par des concurrents moins scrupuleux.

Le Gouvernement est d'avis que le système proposé dans les articles 4 à 13, du projet de loi constituerait une œuvre de justice. Dorénavant, on agirait en ce qui concerne les déclarations inexactes de la valeur en s'inspirant de la procédure suivie en matière de fausses déclarations de la quantité ou de l'espèce des marchandises : des amendes seraient appliquées aux contrevenants, sans qu'il soit recouru encore à la préemption.

L'article 4 du projet détermine la valeur qu'il faut attribuer, dans la déclaration en douane, aux marchandises importées : c'est, sous une forme plus claire, empruntée à la législation française, une expression abrégée des

dispositions belges existantes, d'après lesquelles la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont au lieu d'origine ou de fabrication, c'est-à-dire la valeur normale en gros, augmentée des frais d'emballage et des frais de transport, d'assurance et de commission jusqu'au lieu de dédouanement.

L'article 5 reproduit une disposition déjà actuellement en vigueur pour les marchandises tarifées *ad valorem*; il s'agit de la clôture des différends par le dépôt de déclarations supplémentaires.

Les articles suivants apportent à la réglementation d'usage quelques modifications assez importantes : ils conservent la procédure de l'expertise pour la fixation des valeurs contestées, mais suppriment la préemption.

Afin de parer à celle-ci, le projet édicte des amendes du chef des sous-évaluations, mais laisse subsister une marge très large, mettant le déclarant honnête à l'abri de toute surprise. Aucune amende ne serait encourue, en effet, si le supplément de valeur, reconnu par la douane, n'atteint pas 10 % de la valeur déclarée.

Encore l'importateur n'est-il point obligé d'accepter l'estimation des agents vérificateurs. Il lui est facultatif de réclamer l'expertise.

L'article 8 règle la constitution des collèges d'expertise, avec la préoccupation de leur donner toute indépendance. L'intervention d'un juge, en cas de désaccord des experts, ajoute à la confiance que les collèges inspireront.

Mais le Gouvernement a voulu que demeurent garantis jusqu'au bout les droits des importateurs, en ce sens que le recours devant un conseil du contentieux leur reste ouvert dans tous les cas où, à la suite des décisions du collège, l'administration appliquerait des amendes jugées excessives.

Les litiges en douane doivent être vidés avec promptitude; il en sera ainsi dans l'espèce, l'article 10 fixant des délais maxima endéans lesquels doivent intervenir les décisions des collèges d'expertise.

Afin que l'action commerciale ne soit pas entravée du fait des expertises à effectuer, ni par d'autres motifs inhérents à la régularisation des litiges, est consacrée par l'article 12 la faculté de libérer d'emblée les marchandises moyennant caution, à moins que la valeur ne puisse pas en être établie ultérieurement au moyen d'échantillons ou d'une partie seulement des quantités déclarées.

Enfin, l'article 13 contient les dispositions nécessaires en vue de terminer d'office les litiges qui restent sans solution par la faute des importateurs. Dans ce cas, les marchandises peuvent être vendues pour couvrir le montant des droits, de l'amende et des frais dus, mais le surplus disponible doit être tenu pendant trois ans à la disposition de l'ayant droit.

*
* *

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de présenter à la Législature répond à des intérêts économiques sur l'importance desquels il serait superflu d'insister; les mesures proposées sont susceptibles aussi de procurer au Trésor un supplément de ressources important.

Il peut être utile de répéter, au sujet de l'article 1^{er}, qu'en sollicitant du Parlement les pouvoirs que lui confère cette disposition, le Gouvernement ne poursuit d'autre but que de mettre le taux des droits du tarif actuel en rapport avec la valeur des marchandises, de manière à rendre aux droits, dans une certaine mesure, leur incidence normale. Il n'a aucunement l'intention d'user de ces pouvoirs pour corriger les anomalies que présentent certaines tarifications ou pour mettre certains droits en harmonie avec les nécessités nouvelles résultant de la situation créée par la guerre. Il se réserve de présenter ultérieurement aux Chambres des propositions dans ce but.

Parmi les anomalies auxquelles il vient d'être fait allusion, nous mentionnerons ici celles qui proviennent du fait que les réductions de droits insérées dans certains traités de commerce ont été rendues d'application générale et maintenues alors que ces traités avaient cessé d'être en vigueur. C'est le cas notamment pour les taxes conventionnelles inscrites dans les traités conclus en dernier lieu avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Si nous n'avons pas proposé jusqu'ici le rétablissement des droits appliqués avant la mise en vigueur de ces traités, c'est qu'il en serait résulté des relèvements de taxes pour des articles qui sont actuellement d'une nécessité absolue et qu'il est désirable de procurer à nos populations dans les conditions les plus avantageuses.

Les études auxquelles notre tarif des douanes donne lieu actuellement de la part des administrations compétentes s'inspire aussi de la préoccupation qui doit être la nôtre de développer chez nous autant qu'il est possible les industries donnant lieu à la production d'articles complètement achevés. La pénurie des matières premières doit nous engager, en effet, à chercher à incorporer dans les articles que nous produisons pour la consommation intérieure ou que nous exportons au dehors, la plus grande somme possible de main-d'œuvre, de manière à assurer, avec une quantité déterminée de produits bruts, le maximum de travail à notre population ouvrière. C'est là une des considérations essentielles sur lesquelles sera basée la revision du tarif belge actuellement à l'étude.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
LÉON DELACROIX.

**Projet de loi relatif à l'application
du Tarif des douanes.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des
Finances, présentera en Notre nom,
aux Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé, pen-
dant un an, à partir de la promulgation
de la présente loi, à appliquer au taux
des droits spécifiques inscrits au Tarif
des douanes des coefficients de majora-
tion qui ne pourront dépasser le chif-
fre 3.

Les mesures prises seront soumises
immédiatement aux Chambres si elles
sont réunies, sinon dans leur plus pro-
chaine session.

ART. 2.

Quand, pour des raisons pressantes
d'ordre économique, des changements
doivent être apportés d'urgence au Tarif
des douanes, le Gouvernement est auto-
risé à prescrire l'application anticipée
de nouveaux droits, sous la condition
de déposer aux Chambres, immédiate-

**Ontwerp van wet betreffende de toe-
passing van het Toltarief.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De Regeering wordt gemachtigd om,
gedurende één jaar, van de afkondiging
dezer wet af, op het bedrag van de in
het Toltarief vermelde specifieke rechten,
coëfficiënten van verhooging toe te pas-
sen, die het cijfer 3 niet mogen te boven
gaan.

De getroffen maatregelen worden on-
middellijk aan de Kamers onderworpen
indien zij vergaderd zijn, zo niet bij
haren eerstkomenden zitting.

ART. 2.

Moeten, wegens dringende redenen
van economische orde, bij hoogdrin-
gendheid in het Toltarief wijzigingen
worden gebracht, dan is de Regeering
gemachtigd vervroegde toepassing van
nieuwe rechten voor te schrijven, op de
voorwaarde bij de Kamers, onmiddellijk

ment si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session, un projet de loi qui ratifie la mesure.

Si le projet n'est pas adopté, les droits perçus ou, le cas échéant, l'excédent de ces droits par rapport à ceux qui ressortent de l'ancien tarif, seront restitués dans la forme à déterminer par le Ministre des Finances.

ART. 3.

En cas de changement au Tarif des douanes, le régime applicable est déterminé par la date de la remise régulière, au bureau du receveur, de la déclaration en consommation des marchandises.

ART. 4.

Pour la liquidation des droits *ad valorem*, la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, non compris les droits d'entrée.

ART. 5.

Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

La demande de l'Administration est notifiée par écrit au déclarant.

ART. 6.

§ 1^{er}. — L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus.

indien zij vergaderd zijn, zooniet bij haren eerstkomenden zitting, een ontwerp van wet in te dienen tot bekrachtiging van den maatregel.

Wordt het ontwerp niet aangenomen, dan worden de geïnde rechten of, desgevallende, het overschot van deze rechten in verhouding tot diegene welke uit het vorig tarief voortvloeien, terugbetaald in den vorm door den Minister van Financiën te bepalen.

ART. 3.

In geval van wijziging in het Toltarief wordt het toe te passen stelsel bepaald door de dagteekening van de regelmatige afgifte, ten kantore van den ontvanger, der afgifte tot verbruik der goederen.

ART. 4.

Tot de verevening van de rechten naar de waarde is de aan te geven waarde diegene welke de koopwaren hebben ter plaatse, en op het oogenblik dat zij bij den toldienst worden aangeboden, de invoerrechten niet inbegrepen.

ART. 5.

Wordt de aangegeven waarde ontoereikend geacht door den toldienst, zoo heeft deze het recht om een aanvullende aangifte te vorderen tot beloop van de waarde door gemelden dienst vastgesteld.

De vordering van het Beheer wordt den aangever schriftelijk-beteekend.

ART. 6.

§ 1. — De invoerder die de gevorderde aanvullende aangifte onderschrijft, betaalt onmiddellijk de verschuldigde verhooging van rechten.

§ 2. — Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 p. c. de la valeur primitivement déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende, qui ne peut dépasser le quintuple des droits fraudés.

ART. 7.

Si l'importateur refuse de souscrire, dans les cinq jours après la notification prévue par l'article 5, la déclaration supplémentaire réclamée, le litige est porté devant le collège créé par l'article 8.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Dans les localités où le Gouvernement le jugera utile, un collège d'experts est appelé à statuer, en cas de litige, sur la valeur des marchandises importées.

Le procès-verbal de la contestation lui est remis avec le mémoire ou toutes pièces justificatives que la douane ou l'importateur ont la faculté d'y joindre.

§ 2. — Le collège est composé de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane. A défaut par le déclarant de désigner son expert dans les cinq jours de la notification qui, sous pli recommandé à la poste, lui sera faite du nom de l'expert choisi par la douane, les marchandises seront considérées comme cédées à l'Administration. Celle-ci les fera vendre pour se payer des droits dûs calculés d'après la valeur estimée par les agents vérificateurs, sauf que, après la vente, l'excédent du produit pourra, après déduction des frais de toute nature,

§ 2. — Hij belooft geene straf indien de waardeverhooging niet 10 % van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval is hij strafbaar met eene geldboete die het vijfvoudig bedrag der ontdoken rechten niet mag overtreffen.

ART. 7.

Wanneer de invoerder weigert binnen de vijf dagen na de onder artikel 5 voorziene kennisgeving, de gevorderde aanvullende aangifte te onderschrijven, wordt het geschil gebracht voor het College ingesteld bij artikel 8.

ART. 8.

§ 1. — In de localiteiten waar de Regceering zulks nuttig oordeelt, wordt een College van schatters belast met, in geval van geschil, uitspraak te doen omtrent de waarde der ingevoerde goederen.

Het proces-verbaal van het geschil wordt aan dit College overgelegd met de memorie of alle bewijsstukken welke de toldienst of de invoerder de vrijheid hebben daarbij te voegen.

§ 2. — Het College is samengesteld uit twee deskundigen, welke de eene door den aangever en de andere door den plaatselijken toloverste worden aangewezen. Bij gebreke door den aangever zijnen deskundige aan te wijzen binnen de vijf dagen na de betekening die, onder ter post aangeteekenden omslag, hem gedaan wordt van den naam des door den toldienst gekozen deskundige worden de goederen beschouwd als aan het Beheer afgestaan. Het Beheer laat ze verkoopen ter inning der verschuldigde rechten berekend naar de waarde begroot door de onderzoekende

être réclaté par le déclarant dans l'espace de trois ans.

Si les experts ne se mettent pas d'accord sur la fixation de la valeur des marchandises, il est adjoint au collège un juge consulaire, à désigner par le Président du Tribunal de commerce sur requête du chef local de la douane. Dans les arrondissements où il n'existe pas de tribunal de commerce, la requête sera adressée au Président du Tribunal de première instance qui désignera un juge de son siège.

§ 3. — Les experts doivent être choisis en tenant compte des restrictions spécifiées par les articles 44, 283 et 310 du Code de procédure civile.

§ 4. — Avant d'entrer en fonctions, les experts prêtent devant le Président du Tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure de me prononcer sur les » affaires qui me sont soumises en » toute conscience, sans acception de » personne et d'après les dispositions » de la loi, et de garder le secret sur » toutes constatations se rattachant » aux litiges ».

§ 5. — Un arrêté royal fixe la rémunération des experts.

Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.

Quand une déclaration comprend différents postes sujets à contestations et qu'il y est attribué par le collège des estimations différentes, les unes favorables, les autres défavorables à chacune des parties, les frais sont répartis à

agents, behoudens dat, na den verkoop, het overschot der opbrengst, onder aftrekking der kosten van allen aard, doordenaangever binnen het tijdsbestek van drie jaar kan teruggevorderd worden.

Worden de schatters het niet eens omtrent de waardebeëpaling der goederen, dan wordt aan het College een consulaire rechter toegevoegd, die, op verzoek van den plaatselijken toloverste, door den Voorzitter der rechtbank van koophandel wordt aangewezen. In de arrondissementen waar geene rechtbank van koophandel bestaat wordt het verzoek gericht tot den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, die eenen rechter van zijne standplaats aanwijst.

§ 3. De schatters moeten gekozen worden met inachtneming der voorbehoudingen bepaald bij artikelen 44, 283 en 310 van het wetboek van burgerlijke rechtspleging.

§ 4. — Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de schatters, in handen van den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, den volgende eed af :

« Ik zweer, over de zaken die aan mijne » beoordeeling worden onderworpen, » naar mijn geweten, zonder aanzien » des persoons, en volgens de beëpalingen » der wet, uitspraak te doen, en omtrent » al hetgeen in verband met de geschillen » bekend mocht worden, het geheim te » bewaren. »

§ 5. — Een koninklijk besluit beëpaalt de bezoldiging der schatters. De kosten van schatting vallen ten laste van de in het ongelijk gestelde partij.

Wanneer eene aangifte verschillende posten behelst, waaromtrent geschil is ontstaan, en daaraan door het college verschillende waarden worden toegekend, die de eene voordeelig, de andere nadeelig zijnaan elk der partijen, worden

charge de l'une et de l'autre au prorata des valeurs admises.

ART. 9.

§ 1^{er}. — Si le collège constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci, sauf le cas où la marchandise a été libérée sous caution conformément aux dispositions de l'article 12, une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822, calculée au prorata du nombre de jours courant à partir de la date de la notification dont il est question à l'article 5.

§ 2. — En cas de déclaration inexacte, les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par les experts, pour autant que cette évaluation soit au moins égale à la valeur déclarée.

§ 3. — Si, d'après la décision intervenue, la valeur des marchandises excède de 10 % ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende qui ne peut dépasser le décuple des droits fraudés.

§ 4. — Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 %.

ART. 10.

Les experts doivent rendre leur décision dans les quinze jours du refus de souscrire la déclaration supplémentaire, quand ils ont seuls à intervenir, et dans les trente jours lorsque, par suite de désaccord entre les experts, un juge doit être appelé comme arbitre.

de kosten over de eene en de andere partij naar evenredigheid van de aangenomen waarden omgeslagen.

ART. 9.

§ 1. — Indien door het college wordt vastgesteld dat de waarde, door den invoerder aangegeven, juist is, wordt aan laatstgemelde, behoudens het geval dat de koopwaren, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, mits borgstelling vrij werd gegeven, eene vergoeding voor oponthoud toegekend, op voet van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus 1822, berekend naar verhouding van het getal dagen ingaande met de dagteekening der beteekening waarvan sprake onder artikel 5.

§ 2. — In geval van onjuiste aangifte, worden de invoerrechten geheven van de waarde door het college bepaald, voor zooveel deze raming ten minste gelijk weze aan de aangegeven waarde.

§ 3. — Indien, volgens de gewezen beslissing, de waarde der goederen met 10 t. h. of meer de aangegeven waarde overtreft, is de invoerder strafbaar met eene boete die het tienvoudig bedrag der gesloken rechten niet mag te boven gaan.

§ 4. — Geene boete wordt toegepast wanneer het waardeverschil niet 10 t. h. bereikt.

ART. 10.

De schatters moeten hunne beslissing vellen binnen de 15 dagen na de weigering van de aanvullende aangifte te onderschrijven, wanneer zij alleen moeten tusschenkomen, en binnen de 30 dagen, wanneer tengevolge van meeningsverschil tusschen de schatters, een rechter als scheidsman moet aangeesteld worden.

ART. 11.

§ 1^{er}. — Les amendes dont il est question aux articles 6 et 9 sont fixées en rapport avec la gravité des faits par le Directeur général, chef du service du Contentieux, ou, dans les limites qui seront établies par le Ministre des Finances, par le Directeur provincial. Pendant les cinq jours qui suivent la notification, un recours en ce qui concerne la pénalité est ouvert aux importateurs devant un Conseil du Contentieux institué auprès du Département des Finances.

§ 2. — Le Gouvernement fixera la composition et le mode de fonctionnement de ce Conseil.

§ 3. — Le Conseil soumet ses propositions à l'approbation définitive du Ministre des Finances.

ART. 12.

Moyennant caution fournie à la satisfaction du receveur des douanes pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer de tout ou partie des marchandises en litige. Toutefois, cette autorisation n'est accordée que si la valeur peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises.

ART. 13.

§ 1^{er}. — En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision du Collège, et sauf opposition signifiée dans le même délai au Directeur pro-

ART. 11.

§ 1. — De boeten waarvan sprake onder artikelen 6 en 9 worden, volgens de gewichtigheid der zaak, vastgesteld door den Algemeenen Bestuurder, Hoofd van den Dienst der Betwiste Zaken, of, binnen de door den Minister van Financiën te bepalen grenzen, door den provincialen Bestuurder. Gedurende de vijf dagen volgende op de beteekening hebben de invoerders het recht tegen de straf in verhaal te komen voor eenen Raad voor betwiste zaken, ingesteld bij het Ministerie van Financiën.

§ 2. — De Regeering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van dien Raad.

§ 3. — De Raad onderwerpt zijne voorstellen aan de definitieve goedkeuring van den Minister van Financiën.

ART. 12.

Mits borgstelling, ten genoegen van den tolontvanger, voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de desvoor-komend verschuldigde boete, kan aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk te beschikken over de goederen waaromtrent geschil bestaat. Echter, die toelating wordt slechts dan verleend, wanneer de waarde kan worden bepaald, hetzij volgens monsters, hetzij op zicht van een gedeelte slechts der goederen.

ART. 13.

§ 1. — In geval van niet betaling der aanvullende rechten, der boete en der kosten, ten laatste binnen de vijf dagen na de beteekening der beslissing van het College, en behoudens verzet binnen hetzelfde tijdsbestek aan den

vincial en vue du recours visé dans la finale du § 1^{er} de l'article 11, les marchandises peuvent être vendues par la douane.

Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué dans les cinq jours le paiement du surplus des droits dus et, le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — Le produit de la vente, après déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant droit pendant trois années à partir du jour de la vente.

§ 3. — Si le solde disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.

ART. 14.

Le Gouvernement fixera la date de la mise en vigueur des articles 4 à 13 de la présente loi.

Donné à Laeken, le 27 Avril 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministère des Finances,

LÉON DELACROIX.

provincialen Bestuurder beteekend met het oog op het verhaal bedoeld in de slotbepaling van § 1 van artikel 11, kunnen de goederen door den toldienst verkocht worden.

Hetzelfde geldt indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben onderschreven, de verschuldigde verhoogde rechten en, bij voorkomend geval, de boete binnen de vijf dagen niet heeft betaald.

§ 2. — De opbrengst van den verkoop na aftrek der aanvullende rechten, der boete en der kosten wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den rechthebbende gehouden.

§ 3. — Indien het beschikbaar saldo binnen het bepaalde tijdvak niet wordt opgevorderd, komt het onherroepelijk aan de Schatkist ten goede.

ART. 14.

De Regeering bepaalt den datum der inwerkingtreding van de artikelen 4 tot 13 dezer wet.

Gegeven te Laeken, den 27^e April 1920.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1920.

Wetsontwerp betreffende de toepassing van het Toltarief.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN, .

De zorg geene belemmering in den weg te leggen aan den invoer in België der grondstoffen noodzakelijk voor de bevolking en voor 's lands economisch herstel zette de Regeering aan het van voor den oorlog bestaande tolltarief tot hiertoe bijna ongewijzigd in stand te houden. Het was inderdaad een wijs beleid, zoolang wij, voor een zeer groot getal goederen, van den vreemde afhingen, de voorwaarden van derzelver invoer niet te bezwaren en aldus de kritiek te vermijden van af te breken met eene zeer matige tolpolitiek dewelke in het verleden zooveel tot ontwikkeling van ons handels- en nijverheidsvermogen bijdroeg.

Heden, evenmin als in het verleden denkt de Regeering niet aan eene kentering naar bescherming; nochtans schijnt het oogenblik gekomen, wat het stelsel der invoerrechten betreft, zekere maatregelen van heraanpassing te nemen ten einde de evenredigheid van den aanslag te herstellen.

ARTIKEL EÉN.

Het Belgisch tolltarief bevat, volgens den aard der goederen, rechten *ad valorem* en specifieke rechten. Deze tweesoortigheid bevat in zich zelve geene tegenstrijdigheid, omdat de specifieke rechten bepaald zijn in betrekking met de waarde der goederen op het oogenblik van het vestigen dezer rechten.

Een verschil van toepassing dient nochtans aangestipt te worden. Terwijl het recht *ad valorem* zich plooit naar al de prijsveranderingen, is het specifiek recht vast en behoudt steeds tot grondslag de *normale waarde* van het oogenblik zijner vestiging. In gewonen tijd, wanneer de prijsveranderingen gering zijn, behouden de specifieke rechten namelijk wel hun vermogen en het volstaat ze periodisch aan herziening te onderwerpen.

Door den oorlog hebben de goederen van alle aard eene merkelijke prijsvermeerdering ondergaan. Daaruit sproot, wat de specifieke rechten betreft, dat de verhouding tusschen aanslag en waarde meer en meer van de normale waarde afweek. Deze toestand mag niet bestendig worden, want hij ware in strijd zoowel met de reden als met de rechtvaardigheid indien voor de *ad valorem* getarifeerde goederen, de van voor den oorlog bepaalde grondslag bleef bestaan, terwijl voor de goederen aan specifieke rechten onderworpen de druk merkelyk minder zoo wezen, zulks op grond der gansch toevallige eigenaardigheid dat de geaardheid van het recht verschillend ware.

Eene verbetering dient dus aangebracht. Deze kan haastig bewerkt worden, met toepassing van verhoogingscoëfficiënten op het bestaande specifiek tarief, gelijk zulks in Frankrijk gedaan werd. Theoretisch zouden deze coëfficiënten uit de verhouding tusschen de normale waarden van vóór den oorlog (1913) en de huidige waarden voortspuiten; in feite, zouden zij niet rekenkundig vastgesteld zijn. Inderdaad, behoort rekening te worden gehouden met de soort der produkten; aldus zouden de voedingsmiddelen van algemeen gebruik vrij moeten blijven van overdreven belasting. Anderdeels, gelijk in Frankrijk, ten einde de hooge dagelyksche prijzen niet te wettigen, mogen de verhoogingscoëfficiënten het cijfer 3 niet overtreffen; daarenboven zou het bedrag er van desnoods herzien worden.

Een interministerieel comiteit bestaande uit technische agenten van de ter zake betrokken Departementen (Landbouw, Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, Staathuishoudkundige Zaken, Financiën), zou belast zijn met te dien opzichte aan de Regeering alle toepassingsvoorstellen te onderwerpen, ten einde de verschillende belangen zoo oordeelkundig mogelijk overeen te brengen. De dienovereenkomstig genomen maatregelen zouden aan het Parlement onderworpen worden, hetwelk altijd zijn initiatief van ingrijpen zou behouden.

De delegatie voorzien bij artikel 1 van het wetsontwerp mag slechts een voorloopig karakter hebben. De Regeering draagt voor den duur er van op een jaar te bepalen, onder voorbehoud van vernieuwing, moest de toestand na dit tijdstip niet veranderd zijn.

ART. 2.

Bijzonder op tijdstippen van economische onzekerheid, kan het voorvallen dat onmiddellijke veranderingen aan het toltarief dienen toegebracht

te worden, namelijk om in overeenstemming met in den vreemde genomen maatregelen te handelen. Welnu, in zulke omstandigheden is de gewone rechtsregel, dewelke de uitvoering der noodzakelijke veranderingen aan de goedkeuring der Kamers en aan bekrachtiging bij de wet onderwerpt, weinig gepast. Het ware dus van belang dat de Regeering over de geëischte bevoegdheid beschikte om, zonder verwijl, de ter zake onmisbaar geoordeelde maatregelen te treffen. De aldus op voorhand toegepaste bepalingen zouden, zonder uitstel, aan de goedkeuring van het Parlement moeten onderworpen worden en, indien de maatregelen niet goedgekeurd werden, zouden de rechthebbenden natuurlijk op terugbetaling van het niet verschuldigde aanspraak kunnen maken.

ART. 3.

Volgens de in zwang zijnde bepalingen, bij geval van wijziging in het toltarief, is het toepasselijk stelsel datgene hetwelk bestaat op het oogenblik der inschrijving door den toldienst van de algemeene aangifte voor den invoer langs zee, van de volglijsten aan het grenskantoor, voor den invoer per spoorweg op bijzonder entrepôtmagazijn, en der omstandige aangifte in de andere gevallen.

Deze verscheidenheid van toepassing, eenvoudig op de toevallige wijze van invoer gegrond, is zelden gerechtvaardigd. Het ware beter al de invoerders op denzelfden voet te stellen door te bepalen dat het stelsel, toepasselijk bij verandering aan het tarief, datgene is, wat van kracht is op den datum van de afgifte, ten kantore van den ontvanger, der aangifte tot verbruik der goederen. Men weet dat deze aangiften niet vooraf mogen overgelegd worden, 't is te zeggen vóór de aankomst der goederen ter plaatse van het vertollen.

ART. 4 tot 13.

Het wetsontwerp dat, bij artikel 1, een regelmatig en druk der specifieke rechten tracht te herstellen, zou onvolledig zijn indien het niet eveneens bepalingen tot verbetering van het stelsel van heffing der rechten *ad valorem* bevatte.

Aan dien kant berust het groot gevaar in het opgeven van waarden, bedriegelijk verminderd, met het doel een deel der verschuldigde rechten te ontduiken.

Het eenig wapen waarover de toldienst thans beschikt om het te laag aangeven van de waarde der goederen tegen te werken, bestaat uit de benaderingsrecht. Dikwijls reeds werden de bezwaren en de ontoereikendheid van dit stelsel in het licht gebracht : de misbruiken vermenigvuldigen zich, ernstige schade berokkenende niet alleen aan den Staat,

maar eveneens aan de eerlijke aangevers, welke zich door minder gewetensvolle mededingers zien onderkruipen.

De Regeering is van meening dat het stelsel voorgesteld onder artikelen 4 tot 13 van het wetsontwerp een werk van rechtvaardigheid zou zijn. Voortaan zou, wat betreft het onjuiste aangeven van de waarde, worden gehandeld volgens de rechtspleging die geldt in zake valsche aangifte van de hoeveelheid of den aard der goederen : boeten zouden worden opgelegd aan de overtreders, zonder nog van het benaderingsrecht gebruik te maken.

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt de waarde die in de tolaangifte aan de ingevoerde goederen moet toegekend worden, het is, onder een meer duidelijken vorm, aan de Fransche wetgeving ontleend, eene verkorte inkleeding der bestaande Belgische bepalingen, waarvolgens de aan te geven waarde deze is welke de goederen hebben ter plaatse van herkomst of van fabricatie, 't is te zeggen, de normale waarde in 't groot, verhoogd met de kosten van verpakking en de kosten van vervoer, verzekering en commissie tot op de plaats der vertolling.

Artikel 5 geeft eene bepaling weer, die thans reeds voor de *ad valorem* getarifeerde goederen van kracht is; het geldt de afsluiting der geschillen door overlegging van aanvullende aangiften.

De volgende artikelen brengen eenige tamelijk belangrijke wijzigingen in de gewone regeling : zij bestendigen de rechtspleging der schatting voor het bepalen der betwiste waarden, maar schaffen de benadering af.

Om deze laatste te vermijden bevat het ontwerp boeten uit hoofde der te lage waarde-aangiften maar laat groote speelruimte bestaan, om den eerlijken aangever voor alle verrassing te behoeden. Geene boete zou inderdaad belopen worden, indien de hoogere waarde, door den toldienst erkend, 10 t. h. der aangegeven waarde niet bereikt.

Ook is daarbij de invoerder niet verplicht de raming der agenten van het onderzoek te aanvaarden. Het staat hem vrij de schatting te eischen.

Artikel 8 regelt de samenstelling der schattingcolleges, met de bezorgdheid hun volle onafhankelijk te verleen. De tusschenkomst van eenen rechter, in geval van meningsverschil onder de schatters, sterkt het betrouwen dat de colleges zullen inboezemen.

Maar de Regeering heeft gewild dat de rechten der invoerders tot het einde toe gewaarborgd bleven, in dezen zin dat zij voor eenen Raad van betwiste zaken in verhaal kunnen komen in al de gevallen dat ten gevolge der besluiten van het college, het Beheer boeten zou toepassen, welke overdreven zouden geacht worden.

De geschillen, in tolzaken, moeten met spoed geslecht worden; ter zake zal zulks verwezenlijkt worden, daar artikel 10 de maxima termijnen vaststelt binnen dewelke de besluiten der schattingcolleges moeten vallen.

Ten einde de werking van den handelsgang niet te belemmeren door het feit der te verrichten schattingen, noch door andere oorzaken welke met het slechten der geschillen samenhangen, wordt het recht der onmid-

dellijke vrijlating der koopwaar, mits borgstocht, bekrachtigd bij artikel 12, ten ware de waarde ervan later niet zou kunnen bepaald worden door middel van monsters of van een gedeelte slechts der aangegeven hoeveelheden.

Eindelijk, bevat artikel 13 de noodige bepalingen met het oog op het slechten van ambtswege der geschillen welke zonder oplossing blijven, door de schuld der invoerders. In dit geval, kunnen de goederen verkocht worden om het bedrag der verschuldigde rechten, boeten en onkosten te dekken, maar het beschikbaar overschot moet gedurende drie jaar ter beschikking van den rechthebbende blijven.

* * *

Het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft aan de wetgeving voor te stellen beantwoordt aan de economische belangen op wier gewicht het overbodig ware den nadruk te leggen, de voorgestelde maatregelen zijn ook van aard om aan de Schatkist belangrijke aanvullende inkomsten te verschaffen.

Het kan nuttig zijn te herhalen, omtrent artikel 1, dat de Regeering met aan het Parlement de bevoegdheid te vragen welke deze bepaling haar toekent, geen ander doel beoogt dan het bedrag van het hedendaagsch tarief in verhouding te brengen tot de waarde der goederen, derwijze in zekere mate aan de rechten hunne normale incidentie terug te geven. Zij heeft geenszins het inzicht van deze bevoegdheid gebruik te maken om de wanverhoudingen van zekere tarifeeringen te temperen of om zekere rechten in verband te stellen met de nieuwe vereischten voortspruitende uit den toestand geschapen door den oorlog. Zij behoudt zich voor later aan de Kamers voorstellen tot dit doel aan te bieden.

Onder de wanverhoudingen waarvan hooger gewag wordt gemaakt, zullen wij hier diegene aanstippen welke ontstaan door het feit dat de vermindering van rechten, in zekere handelsverdragen opgenomen, van algemeene toepassing werden gemaakt en behouden bleven wanneer deze verdragen ophielden van kracht te zijn. Het is namelijk het geval voor de conventionele taxes vermeld in de laatst gesloten verdragen met Duitschland en Oostenrijk. Indien wij tot nog toe de herstelling niet voorgesteld hebben der rechten toegepast voor de inwerkingtreding dier verdragen, is zulks omdat het gevolg daarvan zou geweest zijn verhoogingen van taxes voor artikelen welke thans volstrekt noodzakelijk zijn en dat het wenschelijk is die onder de voordeeligste voorwaarden aan onze bevolking te verschaffen.

De studiën waartoe ons toltarief thans aanleiding geeft vanwege de bevoegde beheeren, is insgelijks beheerscht door de bezorgdheid, welke de onze moet zijn, zooveel mogelijk bij ons de fabrieken te vermenigvuldigen waarin volledig afgewerkte artikelen voortgebracht worden. De

schaarsheid der grondstoffen moet ons inderdaad aansporen, om te trachten in de hoogste mate mogelijk de artikelen te bewerken welke wij voor het binnenlandsch verbruik voortbrengen of naar het buitenland uitvoeren, derwijze, met eene bepaalde hoeveelheid ruwe voortbrengselen, aan onze arbeidende bevolking het maximum aan arbeid te verzekeren.

Dit is eene der hoofdoverwegingen waarop de thans ter studie liggende herziening van het Belgisch toltarief zal berusten.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
LEON DELACROIX.

Projet de loi relatif à l'application
du Tarif des douanes.

ALBERT,

RÔI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des
Finances, présentera en Notre nom,
aux Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé, pen-
dant un an, à partir de la promulgation
de la présente loi, à appliquer au taux
des droits spécifiques inscrits au Tarif
des douanes des coefficients de majora-
tion qui ne pourront dépasser le chif-
fre 3.

Les mesures prises seront soumises
immédiatement aux Chambres si elles
sont réunies, sinon dans leur plus pro-
chaine session.

ART. 2.

Quand, pour des raisons pressantes
d'ordre économique, des changements
doivent être apportés d'urgence au Tarif
des douanes, le Gouvernement est auto-
risé à prescrire l'application anticipée
de nouveaux droits, sous la condition
de déposer aux Chambres, immédiate-

Ontwerp van wet betreffende de toe-
passing van het Toltarief.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,

WIJ HERBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De Regeering wordt gemachtigd om,
gedurende één jaar, van de afkondiging
dezer wet af, op het bedrag van de in
het Toltarief vermelde specifieke rechten,
coëfficiënten van verhooging toe te pas-
sen, die het cijfer 3 niet mogen te boven
gaan.

De getroffen maatregelen worden on-
middellijk aan de Kamers onderworpen
indien zij vergaderd zijn, zooniet bij
haren eerstkomenden zitting.

ART. 2.

Moeten, wegens dringende redenen
van economische orde, bij hoogdrin-
gendheid in het Toltarief wijzigingen
worden gebracht, dan is de Regeering
gemachtigd vervroegde toepassing van
nieuwe rechten voor te schrijven, op de
voorwaarde bij de Kamers, onmiddellijk

ment si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session, un projet de loi qui ratifie la mesure.

Si le projet n'est pas adopté, les droits perçus ou, le cas échéant, l'excédent de ces droits par rapport à ceux qui ressortent de l'ancien tarif, seront restitués dans la forme à déterminer par le Ministre des Finances.

ART. 3.

En cas de changement au Tarif des douanes, le régime applicable est déterminé par la date de la remise régulière, au bureau du receveur, de la déclaration en consommation des marchandises.

ART. 4.

Pour la liquidation des droits *ad valorem*, la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, non compris les droits d'entrée.

ART. 5.

Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

La demande de l'Administration est notifiée par écrit au déclarant.

ART. 6.

§ 1^{er}. — L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus.

indien zij vergaderd zijn, zooniet bij haren eerstkomenden zitting, een ontwerp van wet in te dienen tot bekrachtiging van den maatregel.

Wordt het ontwerp niet aangenomen, dan worden de geïnde rechten of, desgevallende, het overschot van deze rechten in verhouding tot diegene welke uit het vorig tarief voortvloeien, terugbetaald in den vorm door den Minister van Financiën te bepalen.

ART. 3.

In geval van wijziging in het Toltarief wordt het toe te passen stelsel bepaald door de dagteekening van de regelmatige afgifte, ten kantore van den ontvanger, der aangifte tot verbruik der goederen.

ART. 4.

Tot de verevening van de rechten naar de waarde is de aan te geven waarde diegene welke de koopwaren hebben ter plaatse, en op het oogenblik dat zij bij den toldienst worden aangeboden, de invoerrechten niet inbegrepen.

ART. 5.

Wordt de aangegeven waarde ontoereikend geacht door den toldienst, zoo heeft deze het recht om een aanvullende aangifte te vorderen tot beloop van de waarde door gemelden dienst vastgesteld.

De vordering van het Beheer wordt den aangever schriftelijk beteeekend.

ART. 6.

§ 1. — De invoerder die de gevorderde aanvullende aangifte onderschrijft, betaalt onmiddellijk de verschuldigde verhooging van rechten.

§ 2. — Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 p. c. de la valeur primitivement déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende, qui ne peut dépasser le quintuple des droits fraudés.

ART. 7.

Si l'importateur refuse de souscrire, dans les cinq jours après la notification prévue par l'article 5, la déclaration supplémentaire réclamée, le litige est porté devant le collège créé par l'article 8.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Dans les localités où le Gouvernement le jugera utile, un collège d'experts est appelé à statuer, en cas de litige, sur la valeur des marchandises importées.

Le procès-verbal de la contestation lui est remis avec le mémoire ou toutes pièces justificatives que la douane ou l'importateur ont la faculté d'y joindre.

§ 2. — Le collège est composé de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane. A défaut par le déclarant de désigner son expert dans les cinq jours de la notification qui, sous pli recommandé à la poste, lui sera faite du nom de l'expert choisi par la douane, les marchandises seront considérées comme cédées à l'Administration. Celle-ci les fera vendre pour se payer des droits dûs calculés d'après la valeur estimée par les agents vérificateurs, sauf que, après la vente, l'excédent du produit pourra, après déduction des frais de toute nature,

§ 2. — Hij belooft geene straf indien de waardeverhooging niet 10 % van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval is hij strafbaar met eene geldboete die het vijfvoudig bedrag der ontdoken rechten niet mag overtreffen.

ART. 7.

Wanneer de invoerder weigert binnen de vijf dagen na de onder artikel 5 voorziene kennisgeving, de gevorderde aanvullende aangifte te onderschrijven, wordt het geschil gebracht voor het College ingesteld bij artikel 8.

ART. 8.

§ 1. — In de localiteiten waar de Regeering zulks nuttig oordeelt, wordt een College van schatters belast met, in geval van geschil, uitspraak te doen omtrent de waarde der ingevoerde goederen.

Het proces-verbaal van het geschil wordt aan dit College overgelegd met de memorie of alle bewijsstukken welke de toldienst of de invoerder de vrijheid hebben daarbij te voegen.

§ 2. — Het College is samengesteld uit twee deskundigen, welke de eene door den aangever en de andere door den plaatselijken toloverste worden aangewezen. Bij gebreke door den aangever zijnen deskundige aan te wijzen binnen de vijf dagen na de betekening die, onder ter post aangeteekenden omslag, hem gedaan wordt van den naam des door den toldienst gekozen deskundige worden de goederen beschouwd als aan het Beheer afgestaan. Het Beheer laat ze verkoopen ter inning der verschuldigde rechten berekend naar de waarde begroot door de onderzoekende

être réclamé par le déclarant dans l'espace de trois ans.

Si les experts ne se mettent pas d'accord sur la fixation de la valeur des marchandises, il est adjoint au collège un juge consulaire, à désigner par le Président du Tribunal de commerce sur requête du chef local de la douane. Dans les arrondissements où il n'existe pas de tribunal de commerce, la requête sera adressée au Président du Tribunal de première instance qui désignera un juge de son siège.

§ 3. — Les experts doivent être choisis en tenant compte des restrictions spécifiées par les articles 44, 283 et 310 du Code de procédure civile.

§ 4. — Avant d'entrer en fonctions, les experts prêtent devant le Président du Tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure de me prononcer sur les » affaires qui me sont soumises en » toute conscience, sans acception de » personne et d'après les dispositions » de la loi, et de garder le secret sur » toutes constatations se rattachant » aux litiges ».

§ 5. — Un arrêté royal fixe la rémunération des experts.

Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.

Quand une déclaration comprend différents postes sujets à contestations et qu'il y est attribué par le collège des estimations différentes, les unes favorables, les autres défavorables à chacune des parties, les frais sont répartis à

agents, behoudens dat, na den verkoop, het overschot der opbrengst, onder aftrekking der kosten van allen aard, doordenaangever binnen het tijdsbestek van drie jaar kan teruggevorderd worden.

Worden de schatters het niet eens omtrent de waardebepaling der goederen, dan wordt aan het College een consulaire rechter toegevoegd, die, op verzoek van den plaatselijken toloverste, door den Voorzitter der rechtbank van koophandel wordt aangewezen. In de arrondissementen waar geene rechtbank van koophandel bestaat wordt het verzoek gericht tot den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, die eenen rechter van zijne standplaats aanwijst.

§ 3. De schatters moeten gekozen worden met inachtneming der voorbehoudingen bepaald bij artikelen 44, 283 en 310 van het wetboek van burgerlijke rechtspleging.

§ 4. — Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de schatters, in handen van den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, den volgenden eed af :

« Ik zweer, over de zaken die aan mijne » beoordeeling worden onderworpen, » naar mijn geweten, zonder aanzien » des persoons, en volgens de bepalingen » der wet, uitspraak te doen, en omtrent » al hetgeen in verband met de geschillen » bekend mocht worden, het geheim te » bewaren. »

§ 5. — Een koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der schatters. De kosten van schatting vallen ten laste van de in het ongelijk gestelde partij.

Wanneer eene aangifte verschillende posten behelst, waaromtrent geschil is ontstaan, en daaraan door het college verschillende waarden worden toegekend, die de eene voordeelig, de andere nadeelig zijnaan elk der partijen, worden

charge de l'une et de l'autre au prorata des valeurs admises.

ART. 9.

§ 1^{er}. — Si le collège constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci, sauf le cas où la marchandise a été libérée sous caution conformément aux dispositions de l'article 12, une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822, calculée au prorata du nombre de jours courant à partir de la date de la notification dont il est question à l'article 5.

§ 2. — En cas de déclaration inexacte, les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par les experts, pour autant que cette évaluation soit au moins égale à la valeur déclarée.

§ 3. — Si, d'après la décision intervenue, la valeur des marchandises excède de 10 % ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende qui ne peut dépasser le décuple des droits fraudés.

§ 4. — Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 %.

ART. 10.

Les experts doivent rendre leur décision dans les quinze jours du refus de souscrire la déclaration supplémentaire, quand ils ont seuls à intervenir, et dans les trente jours lorsque, par suite de désaccord entre les experts, un juge doit être appelé comme arbitre.

de kosten over de eene en de andere partij naar evenredigheid van de aangenomen waarden omgeslagen.

ART. 9.

§ 1. — Indien door het college wordt vastgesteld dat de waarde, door den invoerder aangegeven, juist is, wordt aan laatstgemelde, behoudens het geval dat de koopwaren, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, mits borgstelling vrij werd gegeven, eene vergoeding voor oponthoud toegekend, op voet van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus 1822, berekend naar verhouding van het getal dagen ingaande met de dagteekening der beteekening waarvan sprake onder artikel 5.

§ 2. — In geval van onjuiste aangifte, worden de invoerrechten geheven van de waarde door het college bepaald, voor zooveel deze raming ten minste gelijk weze aan de aangegeven waarde.

§ 3. — Indien, volgens de gewezen beslissing, de waarde der goederen met 10 t. h. of meer de aangegeven waarde overtreft, is de invoerder strafbaar met eene boete die het tienvoudig bedrag der gesloten rechten niet mag te boven gaan.

§ 4. — Geene boete wordt toegepast wanneer het waardeverschil niet 10 t. h. bereikt.

ART. 10.

De schatters moeten hunne beslissing vellen binnen de 15 dagen na de weigering van de aanvullende aangifte te onderschrijven, wanneer zij alleen moeten tusschenkomen, en binnen de 30 dagen, wanneer tengevolge van meningsverschil tusschen de schatters, een rechter als scheidsman moet aangesteld worden.

ART. 11.

§ 1^{er}. — Les amendes dont il est question aux articles 6 et 9 sont fixées en rapport avec la gravité des faits par le Directeur général, chef du service du Contentieux, ou, dans les limites qui seront établies par le Ministre des Finances, par le Directeur provincial. Pendant les cinq jours qui suivent la notification, un recours en ce qui concerne la pénalité est ouvert aux importateurs devant un Conseil du Contentieux institué auprès du Département des Finances.

§ 2. — Le Gouvernement fixera la composition et le mode de fonctionnement de ce Conseil.

§ 3. — Le Conseil soumet ses propositions à l'approbation définitive du Ministre des Finances.

ART. 12.

Moyennant caution fournie à la satisfaction du receveur des douanes pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer de tout ou partie des marchandises en litige. Toutefois, cette autorisation n'est accordée que si la valeur peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises.

ART. 13.

§ 1^{er}. — En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision du Collège, et sauf opposition signifiée dans le même délai au Directeur pro-

ART. 11.

§ 1. — De boeten waarvan sprake onder artikelen 6 en 9 worden, volgens de gewichtigheid der zaak, vastgesteld door den Algemeenen Bestuurder, Hoofd van den Dienst der Betwiste Zaken, of, binnen de door den Minister van Financiën te bepalen grenzen, door den provincialen Bestuurder. Gedurende de vijf dagen volgende op de beteekening hebben de invoerders het recht tegen de straf in verhaal te komen voor eenen Raad voor betwiste zaken, ingesteld bij het Ministerie van Financiën.

§ 2. — De Regeering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van dien Raad.

§ 3. — De Raad onderwerpt zijne voorstellen aan de definitieve goedkeuring van den Minister van Financiën.

ART. 12.

Mits borgstelling, ten genoegen van den tolontvanger, voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de desvoorkomend verschuldigde boete, kan aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk te beschikken over de goederen waaromtrent geschil bestaat. Echter, die toelating wordt slechts dan verleend, wanneer de waarde kan worden bepaald, hetzij volgens monsters, hetzij op zicht van een gedeelte slechts der goederen.

ART. 13.

§ 1. — In geval van niet betaling der aanvullende rechten, der boete en der kosten, ten laatste binnen de vijf dagen na de beteekening der beslissing van het College, en behoudens verzet binnen hetzelfde tijdsbestek aan den

vincial en vue du recours visé dans la finale du § 1^{er} de l'article 11, les marchandises peuvent être vendues par la douane.

Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué dans les cinq jours le paiement du surplus des droits dus et, le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — Le produit de la vente, après déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant droit pendant trois années à partir du jour de la vente.

§ 3. — Si le solde disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.

ART. 14.

Le Gouvernement fixera la date de la mise en vigueur des articles 4 à 13 de la présente loi.

Donné à Laeken, le 27 Avril 1920.

provincialen Bestuurder beteekend met het oog op het verhaal bedoeld in de slotbepaling van § 1 van artikel 11, kunnen de goederen door den toldienst verkocht worden.

Hetzelfde geldt indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben onderschreven, de verschuldigde verhoogde reeften en, bij voorkomend geval, de boete binnen de vijf dagen niet heeft betaald.

§ 2. — De opbrengst van den verkoop na aftrek der aanvullende rechten, der boete en der kosten wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den recht-hebbende gehouden.

§ 3. — Indien het beschikbaar saldo binnen het bepaalde tijdvak niet wordt opgevorderd, komt het onherroepelijk aan de Schatkist ten goede.

ART. 14.

De Regeering bepaalt den datum der inwerkingtreding van de artikelen 4 tot 13 dezer wet.

Gegeven te Laeken, den 27^e April 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LEON DELACROIX.